

Haute-Vienne → L'actu

EUROPA ■ Les spécialistes européens débattent aujourd'hui à l'invitation de l'ONG limougeaude

L'eau, enjeu des politiques coordonnées

Olivier Chapperon
@ochapperon

Chaque année, le phénomène se répète et s'intensifie. Le thermomètre s'affole, les pluviomètres restent à sec durant des périodes de plus en plus longues et les pouvoirs publics réglementent l'usage de l'eau. Et les prévisions ne don-

nent guère d'espoir. Le bassin Adour-Garonne pourrait subir un déficit en eau d'1,2 milliard de m³ en 2050. Or, l'État baisse les crédits des agences de l'eau alors que les moyens sur le terrain doivent être augmentés, assurent les politiques locaux et que 100 % des budgets consacrés aux projets sont utilisés.

La parole des politiques locaux et des experts internationaux, invités par l'ONG Europa, est donc très attendue autour de ce thème : « Les politiques publiques de l'eau en Europe : entre fragmentation et intégration ».

Trois tables rondes sont proposées après l'introduction d'Éric Tardieu, directeur général de l'Office

international de l'eau (OIEau) basée à Limoges et secrétaire général du Réseau international de bassins (RIOB) : « des modèles européens diversifiés de gouvernance et de gestion de l'eau : fragmentation ; intégration ; coopération ? », « Les politiques publiques de l'eau : un miroir des enjeux politi-

ques, environnementaux, économiques, sociaux ? », « Questionner les politiques publiques : quelles perspectives, quelles priorités à la lumière des défis de l'eau ? ».

Trois projets territoriaux seront également présentés : la feuille de route « NéoTerra » portée par la Région Nouvelle-Aquitaine, « Limoges Métropole,

territoire en transition hydrique », développée par la Communauté urbaine de Limoges et une étude réalisée sur la disponibilité de l'eau sur le territoire, commandée par le Conseil départemental de la Haute-Vienne. ■

➔ **Pratique.** Pour suivre le webinaire à partir de 9 heures ce vendredi 27 novembre, inscription obligatoire sur europaong.org.

ÉRIC TARDIEU

DENIS SALLES

« Pour plus de coordination »

■ **On assiste chaque année à des pénuries et des restrictions d'usage de l'eau. Le dérèglement climatique en est la cause principale mais l'inaction collective pendant des décennies n'est-elle pas aussi en cause ?** Il y a des pressions objectives : le changement climatique, l'augmentation de la population, l'urbanisation croissante et l'élévation de nos modes de consommation. Mais on a considéré que la ressource était garantie, inépuisable et on ne s'est pas mis dans une approche de gestion de ressource rare. L'industrie est un contre exemple car elle a énormément baissé sa consommation. L'épuration des eaux usées urbaines a également évolué dans le bon sens grâce aux collectivités. Mais des sujets restent devant nous comme l'agriculture, même si la prise de conscience est en cours.

■ **Si aujourd'hui les collectivités semblent prendre le problème à bras-le-corps, leurs actions pas forcément coordonnées n'annihilent-elles pas une partie de leur efficacité ?** Nous plaçons pour un renforcement de la coordination, de la mutualisation et des solidarités. Mais des avancées importantes ont été permises grâce à la réglementation et à l'argent public qui a été investi. Par argent public, il y a le prix de l'eau et la redevance que touchent les six agences de l'eau qui gèrent les grands

bassins versants. Les grandes planifications sont faites de façon solidaire à l'échelle de ces bassins et les moyens financiers sont réunis et reventilés entre eux. La loi NOTRe va aussi imposer le regroupement des services de l'eau et d'assainissement pour passer de 25.000 à 4.000. Cela évolue mais il faut encore changer quelques mentalités. Entendre des maires se glorifier d'avoir des tarifs de l'eau les plus bas du canton est irresponsable. Ces discours masquent la dégradation des réseaux et l'inaction pendant des décennies. Ceux sont les mêmes qui en appellent à la solidarité ensuite. Le prix de l'eau

en France est appelé à augmenter.

■ **Le phénomène est mondial, pourquoi n'existe-t-il pas une agence à l'échelle planétaire ?** Il y a plutôt trop de structures et qui ne sont pas forcément coordonnées. Mais deux grandes conventions pour les eaux de surface existent. Tout comme des organismes de bassin transfrontaliers. Par exemple, quatre états gèrent la ressource du fleuve Sénégal et les recettes d'hydroélectricité. L'OIEau travaille partout dans le monde pour mettre en place ces pratiques multipays de gestion intégrée des ressources en eau. C'est donc possible. ■



ÉRIC TARDIEU. Directeur général de l'Office international de l'eau (OIEau) basée à Limoges et secrétaire général du Réseau international des organismes de bassin (RIOB). BRIGITTE AZZOPARD

« On ne peut plus tout faire ! »

■ **On assiste chaque année à des pénuries et des restrictions d'usage de l'eau. Le dérèglement climatique en est la cause principale mais l'inaction collective pendant des décennies n'est-elle pas aussi en cause ?** On fait un focus sur le changement climatique mais les impacts anthropiques ne datent pas de la prise de conscience de ce phénomène mais de la période de développement d'après-guerre et sa conception extractive de la ressource. La France, avec son raisonnement par bassin, a été assez précurseuse tout en ayant un raisonnement en terme d'abondance, pas de pénurie. Ce n'est pas que rien n'a été fait mais la question se pose aujourd'hui de manière beaucoup plus pressante, plus aiguë, et si l'on regarde l'avenir, la disponibilité de l'eau elle-même devient l'enjeu.

■ **Si aujourd'hui les collectivités semblent prendre le problème à bras-le-corps, leurs actions pas forcément coordonnées n'annihilent-elles pas une partie de leur efficacité ?** L'eau est l'un des domaines où l'institutionnalisation est la plus forte. Peut-être faut-il avoir une vision plus intégrative des usages ? À mon sens, il faut renverser la logique. Si on dit que la biodiversité devient un enjeu majeur, cela doit déterminer la vocation de l'eau. À quoi tient-on vraiment et à quoi est-on prêt à renoncer ? Nous con-

somons 150 litres d'eau potable par jour et par personne pour n'en boire que 1,5 l. Peut-on renoncer à balancer 30 litres d'eau potable par jour et par personne dans les toilettes ? Il y a des techniques pour changer cela. Nous arrivons dans une ère où on ne peut plus tout faire. On prédit une baisse considérable à l'étiage de 20 à 40 %, se pose alors la viabilité de certaines cultures très consommatrices d'eau. La théorie qui veut qu'on stocke l'eau qui tombe du ciel car sinon elle est perdue devient difficilement audible. Elle a vocation à renouveler les cycles plutôt que de s'évaporer de

bassins et d'irriguer des terres agricoles. Et puis, il y a aussi la notion de qualité. On retrouve des traces de contaminants dans 97 % des points d'eau. Seuls 3 % des points sont vierges de toute intervention humaine. C'est glaçant ! Quant à piloter l'eau par la demande et le prix, cela me rend sceptique. C'est plus un changement culturel et de politique que d'organisation.

■ **Le phénomène est mondial, pourquoi n'existe-t-il pas une agence à l'échelle planétaire ?** Je ne suis pas convaincu de son utilité. Les normes viennent de l'Europe et c'est elle qui a payé les systèmes d'épuration. ■



DENIS SALLES. Directeur de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, unité « Environnement, territoires et infrastructures » (ETBX). DR

Merci à nos partenaires

